



---

Un débat nauséabond s'est mis en place autour du projet de loi asile immigration porté par le gouvernement. Ce texte, déjà dangereux à la base pour les droits des personnes étrangères vivant en France, risque de le devenir encore plus après son rejet par l'Assemblée nationale.

Sa re discussion va permettre à la droite et à l'extrême droite de nouvelles surenchères pour revenir sur les mesures votées au Sénat, encore plus xénophobes que celles du projet initialement proposé.

Notamment en retenant des dispositions qui mettraient à mal des principes forts de la République tels que : la remise en cause du droit du sol, la suppression de l'AME, la suppression des mesures de régularisation, le durcissement du regroupement familial du droit d'asile, l'augmentation des prérogatives arbitraires des préfetures, l'augmentation généralisée des frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger.e.s dans l'enseignement supérieurs

La seule solution pour sortir de ce débat malsain est le retrait de ce projet de loi !

Notre intersyndicale refuse de donner la tribune aux extrêmes de tous bords qui utilisent ce projet de loi comme faire valoir de leur discours incendiaire sur l'immigration. Nous condamnons aussi fermement les agissements des groupuscules d'extrême droit qui se multiplient dans ce contexte.

Nous estimons qu'il est important qu'un véritable débat soit ouvert autour d'une voie de régularisation par la loi pour ces femmes et ces hommes.

Car l'irrégularité des travailleurs et étudiant.e.s sans papier les exposent à des difficultés pour eux-mêmes et met à mal des principes fondamentaux et structurants, celui de l'intégration et de la dignité humaine, sur notre sol.

C'est pourquoi les Unions Régionales CGT- FSU- Solidaires- CFDT- UNSA- UNEF d'Île-de-France appellent à participer massivement à la manifestation du lundi 18 décembre à 17h place de l'Opéra dans le cadre de la journée internationale des migrant.e.s, pour une véritable politique d'accueil et la régularisation par le travail des travailleurs et travailleuses sans papiers.

Montreuil, le 15 décembre 2023